

The International Women's Tribune Centre received responses regarding the adoption of and discussions around the new Security Council Resolution 1820 to End Sexual Violence in Conflict. Read more about it at www.iwtc.org/14115.html

Béatrice Kabamba Bapemacho was one of the gave a response. You can find it here in French and below in English.

Chères consœurs

Re : Une Résolution Internationale du Conseil de sécurité des Nations Unies au sujet des violences sexuelles

Malgré que les négociations aient commencé depuis fin 2007; les experts militaires de l'ONU et les représentants des gouvernements ainsi que des activistes des droits des femmes se sont récemment réunis à Wilton Park, l'Institut Britannique des affaires internationales du 27-28 Mai, pour discuter des propositions concrètes pour améliorer le record des Nations Unies à combattre les violences sexuelles à travers ses Opérations de maintien de la Paix.

Depuis le vendredi 13 juin 2008 Il y a de nombreux documents qui circulent en préparation pour une réunion prévue pour le 19 Juin à New York au Conseil de Sécurité des Nations Unies pour débattre sur le langage/l'adoption d'une résolution internationale du Conseil de sécurité des Nations Unies au sujet des violences sexuelle dans les conflits. La R.D.Congo a été citée comme pays de référence dans les documents utilisés, à cet effet les femmes Congolaises sont inscrites à l'ordre du jour au Conseil de Sécurité [Documents attachés à ce message et ci-dessous repris en anglais]. Le Centre OLAME du Sud Kivu nous avait également fait parvenir la lettre ci-dessous des Femmes Congolaises Implorant le Conseil de Sécurité de l'ONU d'Aider à Mettre Fin à la Violence Sexuelle [70 signataires]. Il y a également une Conférence de 3 jours qui se tient à Goma, depuis lundi 16, afin de trouver des solutions pour éradiquer les violences sexuelles ; ceci organisé UNIFEM, UNFPA, UNOHCHR et MONUC ainsi que la RDC [Gouvernement et société civile].

Il y a une attention particulière donnée à ces négociations, car les USA, par son Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice compte présider le débat et guider l'agenda ainsi que le langage de cette Résolution sur les violences Sexuelles en conflit. Le Secrétaire-Général des N.U Ban Ki-moon , Son adjointe Asha-Rose Migiro, le ministre des Affaires Etrangères du Libéria Olubanke King-Akerele et le Général Major Patrick Cammaert (l'ancien Commandant de Force de la Mission d'ONU en République Démocratique du Congo (MONUC) seront entendus par le Conseil. Des nombreux ministres des affaires étrangères sont également attendus.

Les femmes congolaises en RDC et partout dans la Diaspora sont donc invitées à réagir en envoyant un message individuel ou collectif à Mavic Cabrera-Balleza de International Women's Tribune Centre mavic@iwtc.org , ainsi qu'à Sanam Naraghi Anderlini (Sanam@anderlini.net) et Cora Weiss (cweiss@igc.org) qui examinent le langage de très près de cette résolution [Voir 2 documents inclus].

Vos réactions peuvent également être envoyées aux représentants ou aux ministères des affaires étrangères des 15 pays membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Le Conseil est composé de la Chine, France, la Russie, Royaume-Uni, États-Unis -- les cinq membres permanents et de la **Belgique**, le Burkina faso, le Costa Rica, la Croatie, L'Indonésie, L'Italie, La Libye, Le Panama, L'Afrique du sud et le Viêtnam -- les membres non permanents en Rotation.

Pour notre part, en Grande Bretagne, malgré que nous joignons à nos sœurs congolaises en saluant l'intention du Conseil de Sécurité à mettre sur pied une résolution spéciale par rapport à la violence sexuelle, nous avons réagit en interpellant nos représentants britannique qui sont membres permanent du Conseil de Sécurité, afin qu'ils puissent re-examiner la nécessité d'une nouvelle résolution du C.S des N.U sur les violences sexuelles, compte tenu qu'il n'y a pas eu de mesures coercitives ou plan d'actions mis en place pour l'application, l'évaluation ou monitoring des instruments juridiques énumérés ci-dessous qui existent déjà, et qui se réfèrent aux violences faites aux femmes.

1. La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948, les quatre Conventions de Genève de 1949 et les protocoles additionnels y afférents de 1977, qui prévoient qu'en situation de conflit armé, les femmes doivent bénéficier d'une protection spéciale, en particulier contre le viol, la prostitution forcée et tout attentat à la pudeur.
2. La Convention des Nations Unies du 18 décembre 1979 sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes, (CEDEF), qui prie les États parties à la Convention de protéger les femmes contre toute forme de violence fondée sur le sexe et de lutter contre les sévices sexuels, en particulier en temps de guerre et de conflit armé.
3. La Déclaration des Nations unies du 20 décembre 1993 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La Déclaration et la Plate-forme d'Action de la quatrième Conférence mondiale des Nations unies, qui s'est tenue à Beijing en septembre 1995, en particulier le point E concernant les femmes et les conflits armés, et vu le document final de Beijing +5 adopté à New York en 2000.
4. Les articles 7 et 8 du Statut de Rome créant la Cour Pénale Internationale, dans lesquels l'utilisation généralisée et systématique du viol, de l'esclavage sexuel, de la prostitution forcée, de la grossesse forcée, de la stérilisation forcée ou de toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable et d'autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale est définie comme un crime contre l'humanité et comme un crime de guerre.
5. La Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies adoptée en 2000, qui demande à toutes les parties à un conflit armé de prendre des mesures pour protéger les femmes et les petites filles contre les actes de violence sexuelle, en particulier le viol et les autres formes de sévices sexuels, ainsi que contre toutes les autres formes de violence dans les situations de conflit armé, qui souligne qu'il est de la responsabilité de tous les États de mettre fin à l'impunité et de poursuivre en justice ceux qui sont accusés de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, y compris toutes les formes de violence sexuelle et autre contre les femmes et les petites filles, qui insiste sur la nécessité d'exclure si possible ces crimes du bénéfice des mesures d'amnistie et qui demande qu'une attention toute particulière soit accordée à la dimension du genre dans le cadre du processus de paix et de la maîtrise des conflits;

En prenant l'exemple de notre pays d'origine la R.D.Congo: Malgré les articles 167, 168, 170 et 171 du Code pénal de la République démocratique du Congo qui concernent la violence sexuelle, et la loi sur les violences sexuelles adoptée en juillet 2006; malgré la résolution 1674 (2006) du Conseil de sécurité des Nations unies relative à la protection des civils dans les conflits armés, les Résolutions 1493 (2003), 1596 and 1616 (2005) 1698 (2006), 1768 (2007) 1771 (2007-2008) concernant les embargos des armes et la résolution 1756 (2007) du Conseil de sécurité des Nations unies relative à la situation concernant la République démocratique du Congo; et les nombreux accord de paix signés entre les groupes armés, les viols et les violences sexuelles à l'encontre des femmes et des jeunes filles continuent à être délibérément utilisés comme arme de guerre stratégique par les groupes armés ainsi que les forces armées nationales.

Malgré le nombres nombreux rapports et le nombre effrayant de victimes de tortures sexuelles, la brutalité et la violence inouïes des crimes commis, véritablement sans précédent, et le nombre d'années qui se sont écoulées depuis que ces crimes contre l'humanité ont été commis, aucune protection efficace des populations (particulièrement des femmes) n'a été véritablement mise en place par les autorités congolaises et la Mission des Nations Unies en R.D.C (MONUC), mandaté par le Conseil de Sécurité de N.U.

La résolution 1794 (21 décembre 2007) du Conseil de sécurité des Nations unies souligne que la protection des civils doit être prioritaire lorsqu'il s'agit de décider de l'usage et des capacités de ressources disponibles et qui rappelle que la MONUC a pour mandat d'utiliser tous les moyens nécessaires pour protéger les civils exposés à la menace imminente de violences physiques.

Malgré toutes ces Résolutions, Il y un climat d'impunité qui règne dans l'est du Congo, y compris pour les auteurs de viols, de violences sexuelles et de mutilations. Les gardiens de la Paix des Nations Unies ont également était auteurs des violences sexuelles et d'abus envers les femmes / jeunes filles. Le mandat actuel de la MONUC est trop limité pour qu'elle puisse intervenir en vue de protéger les femmes et les jeunes filles congolaises contre les viols, les violences sexuelles et les mutilations;

Dans un grand nombre de cas, les victimes de viols, de violences sexuelles ou de mutilations au Congo sont stigmatisées et il est difficile, en temps de guerre, d'évaluer précisément le nombre total de victimes. Il y a une augmentation du nombre de contaminations par le virus du SIDA, dues à ces violences sexuelles infligées aux femmes. Les victimes d'abus sexuels dans des zones de conflit, y compris dans l'est du Congo, bénéficient rarement de la protection, de la prise en charge psychologique, des soins médicaux et de l'aide juridique jugés nécessaires;

Malgré tous les instruments juridiques internationaux des Nation Unies datant de 1948 jusqu'à ce jour, qui totalisent 60 ans de Déclaration, d'Adoption et de Signatures ; les femmes restent trop peu représentées aux niveaux national et international dans la politique de prévention et de maîtrise des conflits ainsi que dans les négociations de paix officielles, et l'on ne tient pas suffisamment compte des droits et des intérêts des femmes dans le cadre de la prévention, de la maîtrise et de la résolution de conflits.

Nous sommes très heureuses que le Conseil ait planifié la discussion sur ce les violences sexuelles le 19 juin, et nous exhortons le Conseil à remplir son obligation de gardien de paix et de la sécurité internationales. Nous voulons donc aussi saisir cette opportunité pour inviter le Conseil de Sécurité des Nation Unies à re-examiner sa position et à être plus actif en mettant en place des mesures

coercitives, des ressources adéquates et un mécanisme effectif de proximité chargé de suivi des conventions ainsi que résolutions pertinentes et antérieures concernant les femmes, notamment la Résolution 1325 et la CEDEF.

Le Conseil de Sécurité est mandaté par la Charte des Nations Unies pour adresser des situations qui menacent la paix et la sécurité internationales, y compris les violations de droit international (comme le viol) qui s'élève à ce niveau.

CONTACT

Béatrice Kabamba Bapemacho (Coordinatrice)

République Démocratique du Congo
Sud-Kivu, ville de Bukavu

English translation:

An International Resolution from the UN Security Council about Sexual violence

Despite the fact that the negotiations began since end of 2007; the military experts of the UN and the representatives of the governments as well as the activists of women's rights recently met to Wilton Park, the British Institute of the international affairs in May 27-28th, to discuss propositions to improve the record of United Nations to fight against sexual violence through with Operations of preservation of Peace.

Since Friday, June 13th, 2008 there are several documents which circulate in preparation for a meeting planed for June 19th in New York at the Security Council of the UN to discuss on the terms/ the adoption of an international resolution by the Security Council of the United Nations about sexual violence in conflicts.

The R.D. of Congo was quoted as the reference country in those documents; therefore Congolese women are registered on the agenda to the Security Council. The Center OLAME of the South Kivu had also sent us the letter below Women Congolese Imploring the UN Security Council of Aider to Terminate the Sexual Violence [70 signatories]

There is also a Conference of 3 days held in Goma which started on Monday, 16, to find solutions to eradicate sexual violence organized by UNIFEM, UNFPA, UNOHCHR and MONUC as well as the RDC.

There is a particular attention given to these negotiations, because the USA, by her Secretary of State Condoleezza Rice plan to chair the debate and guide the agenda as well as the terms of this Resolution

The General Secretary of the U.N Ban Ki-Moon, his assistant Asha-Rose Migiro, the Minister of the Foreign affairs of Libéria Olubanke King-Akerele and the General Chief warrant officer Patric Cammaert (the former Commander of UN's Mission in Democratic Republic of Congo (MONUC)) will be heard by the Council. Several Foreign Ministries are also expected to intervene.

The Congolese women in RDC and everywhere in the Diaspora are thus invited to react by sending an individual or collective message to Mavic Cabrera-Balleza de International Women's Tribune Center mavic@iwtc.org, as well as to Sanam Naraghi Anderlini (Sanam@anderlini.net) and Cora Weiss (cweiss@igc.org) .

Your reactions can also be sent to the representatives or to the foreign offices of the 15 member countries of the Security Council of United Nations. The Council consists of China, France, Russia, United Kingdom, United States - five permanent members and of Belgium, Burkina Faso, Costa Rica, Croatia, Indonesia, Italy, Libya, Panama, South Africa and Viêtnam - the not permanent members

As far as we are concerned, in Great Britain, despite the fact that we join our Congolese sisters by welcoming the intention of the Security Council to set up a special resolution with regard to sexual violence, we want to react by calling our British representatives who are permanent members of the Security Council, so that they can re - examine the necessity of a new resolution of the C.S of the UN on sexual violence, taking into account that there were no coercive measures or action plan set up for the application, the evaluation or the monitoring of the legal instruments enumerated below which already exist, and which refer to the violence subject for women.

1. The Universal Declaration of Human Rights of December 10th, 1948, four Agreements of Geneva of 1949 and additional protocols of 1977, which plan that in situation of armed conflict, women have to benefit from a special protection, especially against rape, forced prostitution and any assault.
2. The Agreement of the United Nations of December 18th, 1979 about the Elimination of all the forms of Discrimination in the Respect of the Women, (CEDEF), which ask States parts of the Agreement to protect the women against any shape of violence based on the sex and to fight against sexual abuse, in particular in wartime and of armed conflict.
3. The Declaration of United Nations of December 20th, 1993 on the elimination of violence towards women. The Declaration and the Platform of Action Share of the fourth world Conference of United Nations, which was held in Beijing in September, 1995, especially the point E concerning women and armed conflicts, and the final document of Beijing 5 adopted in New York in 2000.
4. Articles 7 and 8 on the Status of Rome creating the International Penal Court, in which the use of rape, sexual slavery, forced prostitution, forced pregnancy, forced sterilization or quite other shape of sexual violence of comparable gravity and other inhuman acts of similar character causing deliberately big sufferings or serious infringements on the physical integrity or mental health defined as a crime against humanity and as a war crime are generalized and systematic.
5. The Resolution 1325 of the Security Council of United Nations adopted in 2000, which asks all the parties in an armed conflict to take measures to protect women and girls against the acts of sexist violence, in particular rape and other forms of sexual abuse, as well as against all other forms of violence in situations of armed conflict, which underlines that it is in the responsibility of all the States to terminate the impunity and to prosecute those who are accused of genocide, crimes against humanity and war crimes, including all the forms of the sexist and other violence against the women and the girls, which insists on the necessity of excluding if possible these crimes of the profit of the measures of amnesty and which asks that a quite particular attention is given to the dimension of gender when it comes peace process and control of conflicts.

By taking the example of our country of origin the R.D.Congo: in spite of the articles 167, 168, 170 and 171 of the Penal code of the democratic Republic of Congo which concern the sexual violence, and the law on the sexual violence adopted in July, 2006; in spite of the resolution 1674 (2006) of the Security Council of United Nations relative to the protection of the civilians in the armed conflicts, the Résolutions 1493 2003, 1596 and on 1616 (2005) 1698 (2006), 1768 (2007) 1771 (2007-2008) concerning the embargos of weapons and the resolution 1756 (2007) of the Security Council of United Nations regarding to the situation concerning the Democratic Republic of Congo; and several peace agreements signed between the groups armies, rapes and sexual violence against women and girls keep being deliberately used as a strategic weapon of war by the armed groups as well as national armed forces.

Despite several reports and the terrible number of victims of sexual tortures, brutality and violence of comitted crimes, unprecedented crimes, and the number of years which passed by since these crimes against humanity were committed, no effective protection of the populations (particularly women) was really organized by the Congolese authorities and the Mission of the United Nations in R.D.C, mandated by Security Council of the United Nations.

The resolution 1794 (in December 21st, 2007) of the Security Council of United Nations underlines that the protection of the civilians must be a priority when it comes to decide about the use and the capacities of the available resources and which reminds that the MONUC has for mandate to use all the necessary means to protect the civilians exposed to the imminent threat of physical violence.

Despite of all these Resolutions, there is still a climate of impunity which reigns in the East of Congo, including for the authors of rapes, sexual violence and mutilations. Some workers of United Nations were also authors of sexual violence and abused some women / girls. The current mandate of the MONUC is too much limited to intervene to protect the women and the Congolese girls against rapes, sexual violence and mutilations.

In a large number of cases, the victims of rapes, sexual violence or mutilations in Congo are stigmatized and it is difficult, in war time, to estimate exactly the total number of victims. There is an increase in the number of the contamination of HIV victims, due to the sexual violence imposed on the women. The victims of sexual abuses in zones of conflict, including in the East of Congo, rarely benefit from the protection, the psychological and the medical care or the legal aid considered necessary.

Despite of all the international legal instruments of the Nation United from 1948 until this day, which add up 60 years of Declaration, Adoption and Signatures; women remain too little represented in the national and international levels in the politics of prevention and control of conflicts as well as in the negotiations of official peace, and we do not enough take into account rights and interests of the women within the framework of the prevention, the control and the resolution of conflicts.

We are very happy that the Council planned the discussion about sexual violence on June 19th, and we exhort the Council to fill its obligation as the International Peace and Security Guard. We also want to take this opportunity to invite the Security Council of the Nation United to re - to examine its position and be more active by implementing coercive measures, adequate resources and actual mechanism of proximity responsible with the follow-up of the Conventions as well as relevant and previous Resolutions concerning women, especially the Resolution 1325 and the CEDEF.

The Security Council is mandated by the Chart of the United Nations to address situations which are threatens to International Peace and the Security, including violations of international law (such as rape).

Contact

Béatrice Kabamba Bapemacho (Co-ordinator)

Democratic republic of Congo
Bukavu, South Kivu